



Synthèse des résultats :
Prochain cadre
stratégique pour les
programmes canadiens
de financement de
l'agriculture

Juin 2022



La consultation

Le gouvernement du Yukon a sollicité des commentaires pour l'aider à élaborer une nouvelle série de programmes de financement qui répondront aux priorités et aux besoins du secteur agricole local et de ses parties prenantes. Le nouveau programme de financement, appelé actuellement « prochain cadre stratégique » (PCS), remplacera le Partenariat canadien pour l'agriculture (PCA), qui prendra fin en mars 2023.

Déroulement

Le 1^{er} avril 2022, le gouvernement du Yukon a publié un document de discussion afin de recueillir les commentaires du public. Ce processus de consultation publique d'une durée de 60 jours a pris fin le 30 mai 2022.

Nous avons reçu trois présentations écrites de gens du secteur agricole du Yukon. Merci à ceux et celles qui ont participé et transmis des commentaires.

Résultats

Le [document de discussion](#) présentait des renseignements généraux et comprenait deux points de discussion pour aider les personnes participantes à formuler leur rétroaction.



1. Votre évaluation des programmes du Partenariat canadien pour l'agriculture (PCA)

Les questions posées

Indiquez votre lien avec le secteur agricole du Yukon (agriculteur, transformateur, chef cuisinier, organisme à but non lucratif, membre d'une association, etc.).

Avez-vous fait appel au programme actuel de financement du PCA? Exemple : « Je n'ai jamais présenté de demande de financement au PCA »; ou « j'ai présenté une demande et j'ai reçu du financement »; ou « j'ai présenté une demande, mais elle n'a pas été approuvée ».

Si vous n'avez jamais présenté de demande de financement au PCA, expliquez les raisons.

Comment avez-vous procédé pour présenter votre demande au PCA? Quels outils avez-vous utilisés? Exemple : Par exemple, le site Web du PCA, le guide des programmes du PCA pour le Yukon, le formulaire de demande, l'aide de la Direction de l'agriculture du gouvernement du Yukon pendant le processus de demande. Ces outils et services vous ont-ils été utiles et comment peut-on les améliorer?

Certaines démarches dans le cadre de votre demande au PCA ont-elles été compliquées? Comment peut-on les simplifier?

Résultats

Le gouvernement du Yukon a reçu les suggestions suivantes concernant le PCA.

Résumé des commentaires

- « De meilleures lignes directrices sur le financement de l'enveloppe destinée à la recherche. Elles devraient notamment comprendre :
 - des critères mesurables pour la sélection des propositions. Ceux-ci offriraient une plus grande transparence aux demandeurs et permettraient la communication de commentaires plus précis;
 - la manière de traiter les propositions qui ne correspondent pas aux priorités de recherche, comme indiqué dans les lignes



directrices du comité yukonnais de recherche en agriculture;

- un énoncé clair sur la subvention maximale pouvant être accordée.

Pour le successeur du PCA, j'aimerais qu'on évalue si les subventions atteignent les objectifs du programme et que les résultats soient rendus publics. Par exemple, l'un des objectifs du programme de plan environnemental de la ferme consiste à aider les agriculteurs à évaluer les risques environnementaux sur leur ferme, à préparer leur plan environnemental de la ferme et à mettre en œuvre les pratiques exemplaires de gestion, dans l'intention de réduire ou d'atténuer l'incidence de l'agriculture sur l'environnement ou d'atténuer l'effet des changements climatiques sur l'agriculture du Yukon ou s'y adapter. En tant que membre du public et contribuable, j'aimerais savoir si les mesures financées par ce programme ont réduit ou atténué de manière notable l'incidence de l'agriculture sur l'environnement ou les changements climatiques. »

- « Les renseignements en ligne concernant les petits projets étaient intéressants. On peut appeler si l'on a des questions. Le processus de demande est simple, du moins pour les projets qui ne vont pas au comité. J'aime le fait qu'on travaille avec quelqu'un et que le processus reste rationalisé. Il est plus difficile de faire financer de gros projets; il y a plus d'incertitude entourant le processus d'approbation, les questions en suspens du comité et le pourcentage final approuvé. »
- « Il y a une divergence entre l'investissement exigé des demandeurs des collectivités rurales par rapport à la taille du marché et l'investissement en capital exigé du demandeur. Une proportion supplémentaire de 10 % (pour un financement admissible allant jusqu'à 70 %) serait d'une grande aide pour fournir l'investissement en capital demandé. C'est un obstacle difficile à surmonter pour les personnes des collectivités rurales. »
- « Le programme Développement du secteur agricole et valeur ajoutée a les activités admissibles suivantes : "l'achat ou la construction d'infrastructures sectorielles



(entrepôts...)” ET “les autres activités visant à accroître les activités agricoles commerciales, comme l’achat d’équipement, l’amélioration ou la location d’installations, l’embauche de main-d’œuvre externe”. Ces libellés ne sont actuellement PAS respectés. Notre demande de financement pour un entrepôt a été refusée. Toutes les exploitations agricoles ont besoin d’entrepôts. Le comité et la Direction de l’agriculture se sont mélangés entre ce programme et le programme Salubrité des aliments; ils ont dit que seuls les articles énumérés dans la description du programme de salubrité des aliments étaient admissibles, comme des murs lavables et des composants intérieurs. De plus, l’achat d’équipement pour accroître les activités agricoles commerciales était tellement limité que nous n’avons pas été en mesure de présenter une demande pour une certaine pièce d’équipement. On nous a dit que les motoculteurs avec prise de force étaient “communs”, donc qu’ils ne pouvaient être financés. Cet équipement sert exclusivement à retourner le sol; il n’est pas comparable à un camion ou une remorque qui ont plusieurs usages. Il nous faut une découpeuse à bois pour créer du paillis à partir de la biomasse. Elle n’a pas non plus pu être financée. »

- « Accorder une plus grande importance aux petits agriculteurs. Ces derniers sont plus résistants à la fluctuation des coûts de fonctionnement, donc sont plus durables. »
- « L’agroforesterie est mentionnée dans les documents de la Direction de l’agriculture, mais n’est pas financée. Une ferme diversifiée qui s’adonne à l’agroforesterie est plus résistante aux effets des changements climatiques. »

2. Intégration des priorités au programme de financement du Yukon

Les questions posées

- Faites-nous part de vos commentaires ou suggestions en répondant aux questions ci-dessous.
 - À votre avis, quelles sont les priorités les plus pressantes pour le secteur agricole et agroalimentaire au Yukon?



- Quels sont les principaux obstacles à la croissance du secteur agricole au Yukon?
- À votre avis, quelles sont les possibilités de croissance de ce secteur au Yukon?
- Quels programmes de l'actuel Partenariat canadien pour l'agriculture (PCA) devraient être maintenus? Aimeriez-vous que certains changements soient apportés à ces programmes?
- Quels programmes faudrait-il éliminer?
- Pouvez-vous nous suggérer de nouveaux programmes de financement du secteur agricole?
- Faites-nous part de vos commentaires sur ces autres sujets :
 - Comment les nouveaux programmes de financement pourraient-ils soutenir les producteurs agricoles des Premières Nations?
 - Avez-vous d'autres commentaires sur le PCA ou sur la manière dont de nouveaux programmes de financement devraient être conçus dans le cadre des négociations sur le prochain cadre stratégique pour l'agriculture?

Résultats

Le gouvernement du Yukon a reçu les suggestions suivantes pour la création de nouveaux programmes de financement agricoles.

Résumé des commentaires

À votre avis, quelles sont les priorités les plus pressantes pour le secteur agricole et agroalimentaire au Yukon?

- « Pour la priorité 1 : Renforcement des capacités, de la croissance et de la compétitivité du secteur :
 - Tirer parti des possibilités économiques en améliorant l'efficacité, en réduisant le gaspillage alimentaire et en réduisant les résidus, et autres pertes, et en développant la bioéconomie.
Cette priorité vise aussi le meilleur usage des terres désignées comme étant



“agricoles”. Il faut prioriser les initiatives axées sur la production d’aliments de base pour une consommation locale, car elles correspondent aux objectifs prévus dans la dernière politique agricole du Yukon. Le gouvernement doit clarifier ce qu’il entend par “bioéconomie”, car ce terme peut facilement être employé à mauvais escient.

- Améliorer le recrutement et le maintien en poste de la main-d’œuvre, la formation et l’automatisation. Si le prochain programme de financement offre des subventions pour des stagiaires ou de la main-d’œuvre, il faudra prioriser les activités agricoles produisant des aliments de base (ex. légumes) pour la consommation locale et les occasions d’apprentissage. »
- « Pour la priorité 2 : Changements climatiques et environnement :
 - Améliorer la biodiversité et protéger les habitats sensibles. D’après les recherches que j’ai faites sur les fermes yukonnaises, j’ai découvert que les agriculteurs du Yukon sont sensibles aux besoins de la faune locale et prêts à prendre des mesures d’adaptation.
 - Réduire les émissions de GES et augmenter la séquestration du carbone. Se préparer et répondre aux changements climatiques en favorisant les pratiques de gestion bénéfiques et en accélérant l’adoption des technologies. Je n’arrivais pas à voir la distinction entre ces deux énoncés, donc je les ai mis ensemble. De plus, je ne sais pas trop à quoi font référence les pratiques de gestion bénéfiques et si elles sont bien appuyées par la recherche. »
- « Pour la priorité 3 : Science, recherche et innovation :
 - Soutenir la recherche en agriculture primaire, l’agronomie et la valeur ajoutée.
 - S’attaquer aux changements climatiques.
 - À mon avis, certains des autres points visés par cette priorité vont au-delà des capacités du Yukon; des établissements disposant de meilleures ressources et de chercheurs formés devraient plutôt s’y attaquer. Le Yukon peut demeurer une destination pour la



recherche sur le terrain, comme il l'a été pour nombre d'études, et les enquêtes principaux sont situés ailleurs. »

- « Pour la priorité 4 : Résilience et confiance du public : En faisant connaître l'engagement du secteur en faveur de la production durable d'aliments sains et de haute qualité, renforcer la confiance des consommateurs tout en sensibilisant les intervenants du secteur à leurs attentes. »
- « Pour la priorité 2 : Changements climatiques : Cette question est assez haute sur l'échelle de priorité, particulièrement la gestion des déchets alors que la majorité des amendements du sol sont transportés par camion. C'est une source potentielle de ressource. »
- « Priorité 1 : Capacités, croissance et compétitivité du secteur : La composante sur le développement des marchés est importante : comment peut-on assembler le casse-tête pour accroître l'accessibilité des aliments locaux? Ces derniers sont plus accessibles qu'on le pense, mais il faut en faire plus pour sensibiliser la population (logistique, publicité, etc.). »
- « Priorité 4 : Résilience et confiance du public : Il faut éduquer les agriculteurs et les consommateurs, notamment pour qu'ils puissent faire la transition vers une chaîne d'approvisionnement inspectée. Il y a actuellement des points d'arrêt et de départ que les gens ne comprennent pas ou ne connaissent pas, comme l'inspection de l'abattage. La sensibilisation et la planification amélioreront l'accès au marché, le développement des marchés et l'investissement dans l'infrastructure, tout en motivant les agriculteurs à investir pour appuyer l'inspection de la chaîne. Il faut savoir que peu de gens sont disposés à surmonter les obstacles pour embarquer dans la chaîne d'approvisionnement inspectée; ces obstacles sont dissuasifs. »

Quels sont les principaux obstacles à la croissance du secteur agricole au Yukon?

- « Il faut clarifier les principaux objectifs de la croissance du secteur agricole et les classer en ordre de priorité, car ils pourraient, en partie, entrer en concurrence pour le financement. Les objectifs suivants me viennent naturellement à l'esprit.
 - La souveraineté alimentaire : accroître la



capacité de la population yukonnaise à contrôler sa propre production alimentaire.

- La sécurité alimentaire : accroître la capacité de la population yukonnaise à se procurer des aliments nutritifs.
- La génération de recettes par la vente de produits yukonnais (y compris les exportations et les objets de fantaisie). Cet objectif me semble de moins grande priorité, et il risque de nuire aux deux premiers si on lui accorde trop d'attention.
- Pour que le secteur agricole soit économiquement viable en matière de souveraineté et de sécurité alimentaire, nous devons éclairer notre vision des coûts associés aux aliments nutritifs. Le prix payé à la caisse n'est pas représentatif. Le secteur agricole est fortement subventionné, soit par le gouvernement (ex. par le PCA) ou des compagnies (notamment, les magasins à succursales subventionnent le transport de produits jusqu'au Yukon en établissant le coût du transport au même montant que celui de leurs points de vente du sud).
- Pour le Yukon, il faut faire ressortir les maillons faibles de la chaîne entre la ferme et l'assiette. À ma connaissance, cela n'a pas été fait de manière systématique, et souvent, on porte surtout attention aux problèmes les plus flagrants. L'un de ces maillons faibles est sans aucun doute le manque de stabilité de la main-d'œuvre.
- Une bonne comptabilité analytique des aliments est nécessaire. Même si j'aime à penser qu'acheter un bifteck au magasin du coin est bon pour l'environnement et l'économie locale, je me demande si les nutriments injectés dans la production de la viande proviennent de l'extérieur du Yukon et si mon empreinte de carbone serait plus petite si j'étais allé à l'épicerie (c.-à-d. moins de GES pour un bifteck d'épicerie par rapport au transport des aliments du bétail et l'engrais). »
- « L'accès à l'infrastructure, la volonté et la capacité à investir du temps et de l'argent lorsque le retour par habitant est limité. »



- « L'accès aux terrains. »

À votre avis, quelles sont les possibilités de croissance de ce secteur au Yukon?

- « Le marché local ne peut supporter la demande pour les produits agricoles. Trouver des moyens de prolonger la durée de vie des récoltes en congelant des légumes comme le brocoli ou en fermentant des produits comme le chou pourrait être une bonne option. Ces solutions réduiraient le gaspillage et pourraient mener à des options novatrices d'entreposage écoénergétique utilisant le froid hivernal et le sol gelé. »
- « Réduire les formalités administratives et faciliter l'accès au financement. J'aime qu'on puisse combiner le financement, mais il faut ensuite travailler avec plus de personnes pour arriver à ses fins (ce qui peut être fastidieux). À Dawson, les agriculteurs ont généralement un lien plus faible avec la Direction de l'agriculture. Il serait utile d'avoir une liaison entre les différents bailleurs de fonds. »
- « Contacts irréguliers avec la Direction de l'agriculture, dans l'ensemble, il serait utile d'avoir un agent de liaison qui connaît mieux les agriculteurs du Klondike. »

Quels programmes de l'actuel Partenariat canadien pour l'agriculture (PCA) devraient être maintenus? Aimeriez-vous que certains changements soient apportés à ces programmes?

- « Pour cette question et la suivante, je n'ai pas suffisamment de renseignements sur les résultats des programmes pour déterminer s'ils devraient se poursuivre. Cela renvoie à ma réponse au premier point de discussion. »
- « Insister sur l'agriculture régénératrice sans labour pour réduire le ruissellement de l'eau, réduire les chances d'inondation et augmenter la résilience. »
- « Faciliter l'obtention de financement pour les nouveaux agriculteurs. De nombreuses personnes ont vite abandonné, car elles ont



reçu des réponses négatives et leur demande a été refusée. Selon les paramètres actuels, les agriculteurs ont de meilleures chances d'obtenir du financement s'ils en ont déjà reçu dans le cadre de projets antérieurs. Les obstacles quasi insurmontables imposés aux demandeurs présentant une première demande sont décourageants. Tous les demandeurs devraient recevoir un traitement égal, peu importe s'ils ont déjà reçu ou non du financement. »

- « Accroître la disponibilité des terres agricoles abordables pour les nouveaux agriculteurs et les agriculteurs en pleine croissance. À l'heure actuelle, certains agriculteurs bien établis acquièrent chaque année de nouvelles conventions de vente et vendent les terres moyennant une forte marge. Pourtant, les nouveaux ou petits agriculteurs ont beaucoup de difficulté à trouver des terres. »
- « Autoriser l'utilisation du financement du PCA pour couvrir le salaire de la main-d'œuvre agricole, particulièrement pour les nouvelles exploitations qui n'ont pas les moyens de payer leurs employés avant la vente des récoltes. »
- « S'attarder tout d'abord à nourrir la population yukonnaise avant de développer les marchés d'exportation. »
- « Financer une plus grande proportion des coûts de projet pour les nouveaux demandeurs. Ce sont les agriculteurs qui ont le plus besoin d'aide. »
- « Attribuer plus de points aux demandes qui démontrent la réduction ou l'élimination des pesticides et des engrais chimiques. Ces intrants sont de plus en plus dispendieux et nuisibles à l'environnement. »
- « Faire approuver rapidement les petites demandes à la Direction de l'agriculture sans qu'elles doivent passer dans les mains du comité. »
- « Exiger que le comité soit entièrement transparent à l'égard de ses décisions et qu'il en fasse pleinement rapport aux demandeurs. »



- « Imposer les terres agricoles inutilisées à un taux plus élevé. Trop de parcelles agricoles sont utilisées à des fins résidentielles rurales. »

Quels programmes faudrait-il éliminer?

- Aucun commentaire.

Pouvez-vous nous suggérer de nouveaux programmes de financement du secteur agricole?

- « J'ai déjà mentionné quelques idées, et si elles ne sont pas compatibles avec l'un des volets de financement, il pourrait être judicieux de créer un nouveau programme. De plus, il n'est pas clair en quoi les programmes existants du PCA s'accordent aux dernières priorités. Il faudrait clarifier cet aspect par souci de transparence et apporter les modifications nécessaires aux programmes de financement actuels. »

Comment les nouveaux programmes de financement pourraient-ils soutenir les producteurs agricoles des Premières Nations?

- « L'approche traditionnelle des Premières Nations du Yukon à l'alimentation diffère de l'approche occidentale, qui consiste à faire pousser les aliments sur une parcelle délimitée. Quoique je ne puisse pas m'exprimer pour elles, je crois qu'il est essentiel de comprendre leur vision des relations entre l'agriculture, leur système de valeur et la communauté. L'objectif premier des fermes des Premières Nations serait-il la sécurité alimentaire pour que les aliments qu'elles cultivent servent à nourrir leur communauté? Ou s'agit-il d'entreprises à but lucratif? »
- « Il serait pertinent de faire la distinction entre les produits culturels et les produits agricoles (ex. teintures, produits médicinaux) et d'inclure deux objectifs distincts, soit la santé et le bien-être de la communauté ainsi que la production alimentaire. D'un point de vue culturel, il pourrait être intéressant de voir la production sous un angle différent. »

Avez-vous d'autres commentaires sur le PCA ou sur la manière dont de nouveaux programmes de financement devraient être conçus dans le cadre des



négociations sur le prochain cadre stratégique pour l'agriculture?

- « Je me répète : j'aimerais voir une plus grande responsabilisation à l'égard des fonds distribués. Pour ce faire, on pourrait intégrer une mesure de l'atteinte des objectifs au prochain cycle de financement. »

Prochaines étapes

La rétroaction reçue lors de la consultation publique sera passée en revue, puis utilisée pour éclairer la sélection des priorités agricoles du Yukon.

D'autres commentaires seront également considérés, soit ceux obtenus dans le cadre d'un processus distinct de mobilisation directe coordonné par un entrepreneur recruté par la Direction de l'agriculture du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

Tous ces commentaires seront colligés en un plan de mise en valeur pluriannuel qui énonce les besoins et les priorités du secteur agricole du Yukon. Le plan sera rendu public une fois achevé.

Le gouvernement du Yukon utilisera ce plan lors des négociations avec le gouvernement fédéral concernant l'élaboration de programmes de financement pour le prochain cadre stratégique.

